

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Joseph-de-Beauce

Code géographique : 27043

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alain Landry, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Joseph-de-Beauce pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-01

Signature




TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2, et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A103872

Ville de Saint-Joseph-de-Beauce

DATE 2015-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 090 900	5 188 264			5 188 264	4 946 522
Compensations tenant lieu de taxes	2	349 600	348 946			348 946	348 314
Quotes-parts	3						
Transferts	4	278 900	565 004			565 004	896 923
Services rendus	5	1 752 700	1 957 809			1 957 809	1 930 234
Imposition de droits	6	60 000	178 769			178 769	255 210
Amendes et pénalités	7	26 500	32 707			32 707	31 345
Intérêts	8	13 000	65 825			65 825	53 640
Autres revenus	9		583 516			583 516	113 409
	10	7 571 600	8 920 840			8 920 840	8 575 597
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 790 700	145 000			145 000	88 366
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		308 211			308 211	392 830
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 790 700	453 211			453 211	481 196
	18	9 362 300	9 374 051			9 374 051	9 056 793
Charges							
Administration générale	19	1 030 100	1 028 964	45 725		1 074 689	1 045 298
Sécurité publique	20	689 900	769 099	75 205		844 304	805 572
Transport	21	1 231 100	1 361 219	455 577		1 816 796	1 788 869
Hygiène du milieu	22	1 989 100	1 853 433	391 416		2 244 849	2 378 679
Santé et bien-être	23	40 000	34 425			34 425	25 327
Aménagement, urbanisme et développement	24	237 500	454 641	8 490		463 131	315 181
Loisirs et culture	25	1 394 500	1 365 404	258 909		1 624 313	1 593 750
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	248 300	242 676			242 676	239 462
Amortissement des immobilisations	28	1 242 000	1 235 322	(1 235 322)			
	29	8 102 500	8 345 183			8 345 183	8 192 138
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 259 800	1 028 868			1 028 868	864 655

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 259 800	1 028 868	864 655
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 790 700 ) (	453 211 ) (	481 196)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(530 900)	575 657	383 459
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 242 000	1 235 322	1 198 207
Produit de cession	5		2 000	12 250
(Gain) perte sur cession	6		(2 000)	(8 821)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 242 000	1 235 322	1 201 636
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		242 931	104 587
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		242 931	104 587
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		7 756	12 125
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		7 622	15 236
	15		15 378	27 361
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 548	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	453 100 ) (	618 000 ) (	517 900)
	18	(453 100)	(568 452)	(517 900)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	50 000 ) (	604 983 ) (	804 065)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		46 000	58 250
Excédent de fonctionnement affecté	21		5 000	95 087
Réserves financières et fonds réservés	22	(208 000)	(402 244)	(434 906)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(53 578)	413 870
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(258 000)	(1 009 805)	(671 764)
	26	530 900	(84 626)	143 920
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		491 031	527 379

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 790 700	453 211	481 196
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	1 085 000 ) (	19 697 ) (	19 668)
Sécurité publique	3 (	) (	34 747 ) (	103 962)
Transport	4 (	1 706 948 ) (	263 721 ) (	414 619)
Hygiène du milieu	5 (	3 433 896 ) (	3 405 075 ) (	1 091 886)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	11 393 ) (	396 276)
Loisirs et culture	8 (	65 000 ) (	343 208 ) (	428 192)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	6 290 844 ) (	4 077 841 ) (	2 454 603)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	304 302) () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	) (	22 569 ) (	19 910)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 112 352	2 350 039
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	50 000	604 983	804 065
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		247 859	670 392
Excédent de fonctionnement affecté	16		107 507	(86 849)
Réserves financières et fonds réservés	17		26 497	(325 062)
	18	50 000	986 846	1 062 546
	19	(6 240 844)	(305 514)	938 072
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(4 450 144)	147 697	1 419 268

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	2 175 100	2 043 742	1 971 188
Charges sociales	2	460 250	486 814	497 096
Biens et services	3	3 159 100	3 511 382	3 500 665
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	245 300	220 136	219 537
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		17 270	15 872
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	3 000	5 270	4 053
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	721 050	508 928	487 452
Autres	10	2 000		
Autres organismes	11	94 700	241 865	228 817
Amortissement des immobilisations	12	1 242 000	1 235 322	1 198 207
Autres				
- Autres	13		74 454	69 251
-	14			
-	15			
	16	8 102 500	8 345 183	8 192 138

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	5 090 900	5 188 264	4 946 522
Compensations tenant lieu de taxes	2	349 600	348 946	348 314
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 069 600	710 004	985 289
Services rendus	5	1 752 700	1 957 809	1 930 234
Imposition de droits	6	60 000	178 769	255 210
Amendes et pénalités	7	26 500	32 707	31 345
Intérêts	8	13 000	65 825	53 640
Autres revenus	9		891 727	506 239
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	9 362 300	9 374 051	9 056 793
Charges				
Administration générale	12	1 074 100	1 074 689	1 045 298
Sécurité publique	13	777 900	844 304	805 572
Transport	14	1 706 100	1 816 796	1 788 869
Hygiène du milieu	15	2 374 100	2 244 849	2 378 679
Santé et bien-être	16	40 000	34 425	25 327
Aménagement, urbanisme et développement	17	242 500	463 131	315 181
Loisirs et culture	18	1 639 500	1 624 313	1 593 750
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	248 300	242 676	239 462
	21	8 102 500	8 345 183	8 192 138
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 259 800	1 028 868	864 655
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		22 457 737	21 593 082
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(6)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		22 457 731	21 593 082
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		23 486 599	22 457 737

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 259 800	1 028 868	864 655
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	6 290 844 ) (	4 077 841 ) (	2 454 603)
Produit de cession	3		2 000	12 250
Amortissement	4	1 242 000	1 235 322	1 198 207
(Gain) perte sur cession	5		(2 000)	(8 821)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(5 048 844)	(2 842 519)	(1 252 967)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(61 371)	104 587
Variation des stocks de fournitures	9		(12 364)	7 002
Variation des autres actifs non financiers	10		17 366	(33 188)
	11		(56 369)	78 401
	12	(3 789 044)	(1 870 020)	(309 911)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 789 044)	(1 870 020)	(309 911)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(5 694 318)	(5 384 407)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(5 694 318)	(5 384 407)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(7 564 338)	(5 694 318)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 374 583	1 077 461
Placements temporaires	2	1 052 757	1 000 000
Débiteurs (note 5)	3	984 020	1 447 088
Prêts (note 6)	4	50 232	50 232
Placements à long terme (note 7)	5	64 487	57 296
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 526 079	3 632 077
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	836 216	1 133 157
Revenus reportés (note 12)	13	14 303	24 461
Dette à long terme (note 13)	14	11 239 898	8 168 777
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	12 090 417	9 326 395
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(7 564 338)	(5 694 318)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	29 800 314	26 957 797
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 095 163	1 033 792
Stocks de fournitures	20	114 507	102 147
Autres actifs non financiers (note 17)	21	40 953	58 319
	22	31 050 937	28 152 055
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	23 486 599	22 457 737

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 028 868	864 655
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 235 322	1 198 207
Autres			
- Dév. actifs non financiers	3	7 622	15 237
- Gain sur disposition	4	(2 000)	(8 821)
	5	2 269 812	2 069 278
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	463 068	4 098
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(296 941)	416 502
Revenus reportés	9	(10 158)	19 059
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(61 371)	104 587
Stocks de fournitures	12	(12 364)	7 002
Autres actifs non financiers	13	17 366	(33 188)
	14	2 369 412	2 587 338
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 077 841)	(2 454 603)
Produit de cession	16	2 000	12 250
	17	(4 075 841)	(2 442 353)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(22 569)	(19 910)
Remboursement ou cession	19	7 756	12 125
Variation nette des placements temporaires	20	1 000 000	(1 000 000)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	985 187	(1 007 785)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	3 721 400	2 207 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(618 000)	(619 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(32 279)	(17 542)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 071 121	1 569 558
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 349 879	706 758
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 077 461	370 703
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	3 427 340	1 077 461

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elle sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuels suivant:

	Taux
Infrastructures	2,5% à 6,67%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5% à 10%
Machinerie, outillage et équipement	5% à 10%
Ameublement et équipement de bureau	10% à 20%

Réduction de la valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Autres régimes

Ce régime est à prestations déterminées, mais il est totalement garanti. Ainsi, la Ville n'a pas à assumer de passif.

Aucun actif ou passif à titre des avantages sociaux futurs n'est présenté à l'état de la situation financière.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts
- : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Placements et prêts**

Les placements à long terme à titre d'investissement sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

3. Modification de méthodes comptables**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	559 500	
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	123 231	129 039
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	575 389	752 563
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	123 356	217 164
Organismes municipaux	8	3 340	8 196
Autres			
- Créances et redevances	9	158 704	340 126
-	10		
	11	984 020	1 447 088
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	50 232	50 232
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	50 232	50 232
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	64 487	57 296
Autres placements	23		
	24	64 487	57 296
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 200 885	192 730
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33 <u>200 885</u>	<u>192 730</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 447 955	615 439
Salaires et avantages sociaux	38 133 907	161 103
Dépôts et retenues de garantie	39 227 125	329 386
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Autres courus et passifs	42 27 229	24 307
- Contestations d'évaluation	43	2 922
-	44	
-	45	
-	46	
	47 836 216	1 133 157
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 12 570	24 461
Transferts	49	
Autres		
- Autres	50 1 733	
-	51	
	52 14 303	24 461
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,16	3,71	2015	2019	53	11 327 500	8 224 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	11 327 500	8 224 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(87 602)	(55 323)
					63	11 239 898	8 168 777

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	1 160 400	80	89	97	1 160 400
2016	65	73	3 905 000	81	90	98	3 905 000
2017	66	74	1 226 100	82	91	99	1 226 100
2018	67	75	2 014 000	83	92	100	2 014 000
2019	68	76	3 022 000	84	93	101	3 022 000
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	11 327 500	86	95	103	11 327 500
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	11 327 500	88	96	105	11 327 500

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(6 553 138)	(4 103 964)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(1 011 200)	(1 590 354)
Autres	108		
	109	(7 564 338)	(5 694 318)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	26 935 497	140	1 115 990	167	194		28 051 487
Autres	113		141		168	195		
Réseau d'électricité	114		142		169	196		
Bâtiments	115	9 097 236	143	44 089	170	197		9 141 325
Améliorations locatives	116		144		171	198		
Véhicules	117		145		172	199		
Ameublement et équipement de bureau	118	456 369	146	31 107	173	200		487 476
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 642 844	147	95 228	174	57 361	201	3 680 711
Terrains	120	262 077	148	6 386	175		202	268 463
Autres	121	21 584	149		176		203	21 584
	122	<u>40 415 607</u>	150	<u>1 292 800</u>	177	<u>57 361</u>	204	<u>41 651 046</u>
Immobilisations en cours	123	<u>4 246 551</u>	151	<u>2 785 041</u>	178		205	<u>7 031 592</u>
	124	<u>44 662 158</u>	152	<u>4 077 841</u>	179	<u>57 361</u>	206	<u>48 682 638</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	11 719 903	155	718 535	182		209	12 438 438
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	3 058 391	158	229 048	185		212	3 287 439
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132		160		187		214	
Ameublement et équipement de bureau	133	427 181	161	24 327	188		215	451 508
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 492 412	162	261 254	189	57 359	216	2 696 307
Autres	135	6 474	163	2 158	190		217	8 632
	136	<u>17 704 361</u>	164	<u>1 235 322</u>	191	<u>57 359</u>	218	<u>18 882 324</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>26 957 797</u>					219	<u>29 800 314</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	1 095 163	1 033 792
	233	1 095 163	1 033 792
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	1 095 163	1 033 792

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	40 953	58 319
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	40 953	58 319

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée, d'après un contrat d'enlèvement des ordures, à verser un montant total de 166 529 \$ pour 2015.

La Ville s'est engagée, en vertu d'un contrat de vidange de fosses septiques, à verser une somme de 64 \$ ou 77 \$ par fosse vidangée pour 2015 et 2016. Le paiement minimum établi par la direction est en fonction d'un nombre estimatif de fosses à vidanger et représente un montant de 316 072 \$ en 2015 et 93 440 \$ en 2016.

La Ville s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat de maintenance pour la Maison de la Culture, à verser une somme totale de 8 464 \$. Les paiements minimums exigibles pour la prochaine année s'élèvent à 8 464 \$.

La Ville est membre de la Municipalité régionale de Comté Robert-Cliche. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La Ville s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat d'entretien pour le compresseur de l'aréna, à verser un montant total de 8 660 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 2 810 \$ en 2015, à 2 890 \$ en 2016 et à 2 960 \$ en 2017.

La Ville s'est engagée à verser un montant total de 21 000 \$ à la Coopérative de santé de la MRC Robert-Cliche, soit 11 000 \$ en 2015 et 10 000 \$ en 2016.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de la Ville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

90% du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 2 374 583	1 077 461
Découvert bancaire	241 ()	()
Placements temporaires	242 1 052 757	1 000 000
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	247 ()	(1 000 000)
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253 3 427 340	1 077 461

Note

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

24. Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Affectation

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 385 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à un taux de 0,65 % et sont rachetables en tout temps.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 772 352	750 189
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 435 099	2 996 860
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (409 840 ) (	( 413 870)
Financement des investissements en cours	4 (602 758)	(750 458)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 20 291 746	19 875 016
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 23 486 599	22 457 737

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Divers éléments	8 1 119 833	1 057 340
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 1 119 833	1 057 340
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Eau potable	22 1 082 399	868 790
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 1 082 399	868 790
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 96 070	66 678
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 540 165	442 067
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 513 373	513 373
Financement des activités de fonctionnement	33 83 259	48 612
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 232 867	1 070 730
	39 3 435 099	2 996 860

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (360 292) ()	(413 870)
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (360 292) ()	(413 870)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (49 548) ()	()
	56 (409 840) ()	(413 870)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 326 642	212 032
Investissements à financer	58 (929 400) ()	(962 490)
	59 (602 758)	(750 458)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 29 800 314	26 957 797
Propriétés destinées à la revente	61 1 095 163	1 033 792
Prêts	62 50 232	50 232
Placements à titre d'investissement	63 64 487	57 296
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 31 010 196	28 099 117
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 11 239 898	8 168 777
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 87 602	55 323
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (49 550) ()	()
	71 11 277 950	8 224 100
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (559 500)	1
	73 10 718 450	8 224 101
	74 20 291 746	19 875 016

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

L'employé participe à un niveau de 2,00% et l'employeur à un niveau de 14,00% par paie. Le fonds de pension de la Ville est géré par Industrielle Alliance. Il y a 32 employés qui participent au régime de retraite en date du 31 décembre 2014.

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	200 885	192 730

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

S.O.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	11 327 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	929 400
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	513 373
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 011 200
Autres montants	10	559 500
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	10 172 827
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	10 172 827
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	93 425
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	10 266 252
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	10 266 252
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 761 000	2 800 426	2 674 056
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	550 500	562 327	524 809
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	90 200	92 514	70 953
Activités de fonctionnement	6	10 900		
Activités d'investissement	7			
Autres	8	186 000	190 409	184 482
	9	3 598 600	3 645 676	3 454 300
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	497 100	496 359	491 620
Égout	11	293 600	298 748	290 416
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	455 700	472 445	451 867
Autres				
-Enlèvement de la neige	14	14 800	16 373	14 846
-Fosses septiques	15	45 800	47 114	44 114
-Autres	16	28 300	31 250	29 244
Centres d'urgence 9-1-1	17		19 275	16 987
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 335 300	1 381 564	1 339 094
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	157 000	161 024	153 128
Autres	23			
	24	157 000	161 024	153 128
	25	1 492 300	1 542 588	1 492 222
	26	5 090 900	5 188 264	4 946 522

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	107 000	110 656	107 772
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	31 000		
Taxes d'affaires	29		31 967	31 967
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	138 000	142 623	139 739
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	29 400	34 445	25 266
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	180 000	169 580	181 071
	35	209 400	204 025	206 337
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	347 400	346 648	346 076
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	2 200		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		2 298	2 238
Taxes d'affaires	43			
	44	2 200	2 298	2 238
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	349 600	348 946	348 314

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55	3 838	360
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	11 000	
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	7 500	53 578
Traitement des eaux usées	69		102 127
Réseaux d'égout	70	7 500	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		108 742
Matières recyclables			146 793
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	28 800	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	3 000	9 792
Activités culturelles			5 020
Bibliothèques	87		
Autres	88	24 500	190 806
Réseau d'électricité	89		153 509
	90	82 300	366 756
		366 756	407 809

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93	500 000	
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	45 000	28 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 290 700	236 500
Réseau de distribution de l'eau potable	107		(2 624)
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	100 000	71 529
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		(245 039)
Réseau d'électricité	128		
	129	1 790 700	145 000
			88 366

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	196 600	198 248	138 491
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			350 623
	138	196 600	198 248	489 114
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 069 600	710 004	985 289

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	41 000	59 873
Sécurité civile	146		55 178
Autres	147		
	148	41 000	59 873
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	11 511	14 001
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	11 511	14 001
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157	898 000	201 438
Réseaux d'égout	158		217 961
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166	772 739	768 044
	167	898 000	974 177
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	44 000	44 234
Activités culturelles			
Bibliothèques	177	7 000	5 793
Autres	178	44 000	40 042
	179	95 000	87 506
Réseau d'électricité			
	180		
	181	1 034 000	1 136 686
			1 142 690

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	3 000	31 539	32 996
Sécurité publique	183	10 000	13 731	14 471
Transport				
Réseau routier	184	127 000	148 522	149 242
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	15 000	15 153	19 681
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	14 000	1 015	213
Loisirs et culture	193	549 700	611 163	570 941
Réseau d'électricité	194			
	195	718 700	821 123	787 544
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 752 700	1 957 809	1 930 234
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	10 000	11 730	13 088
Droits de mutation immobilière	198	50 000	68 940	78 128
Droits sur les carrières et sablières	199		98 099	163 994
Autres	200			
	201	60 000	178 769	255 210
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	26 500	32 707	31 345
INTÉRÊTS	203	13 000	65 825	53 640
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		2 000	8 821
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		581 515	104 587
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		308 212	392 831
	212		891 727	506 239

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	101 400		120 788		120 788	101 713
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	486 000		491 621	45 725	537 346	546 107
Greffe	4	121 800		117 961		117 961	97 700
Évaluation	5	95 000		93 915		93 915	84 998
Gestion du personnel	6						
Autres	7	225 900		204 679		204 679	214 780
	8	1 030 100		1 028 964	45 725	1 074 689	1 045 298
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	446 100		471 234		471 234	459 386
Sécurité incendie	10	233 200		259 447	75 205	334 652	339 716
Sécurité civile	11	7 900		36 019		36 019	4 935
Autres	12	2 700		2 399		2 399	1 535
	13	689 900		769 099	75 205	844 304	805 572
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	661 400		678 340	410 965	1 089 305	1 095 218
Enlèvement de la neige	15	471 600		556 047	44 612	600 659	494 041
Éclairage des rues	16	45 100		51 184		51 184	66 828
Circulation et stationnement	17	43 500		66 136		66 136	123 861
Transport collectif							
Transport en commun	18	9 500		9 512		9 512	8 921
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 231 100		1 361 219	455 577	1 816 796	1 788 869

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	193 700	166 203		166 203	160 477
Réseau de distribution de l'eau potable	24	285 700	250 114	238 791	488 905	481 254
Traitement des eaux usées	25	763 700	238 656	152 625	391 281	516 645
Réseaux d'égout	26	199 900	146 222		146 222	137 347
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	110 450	105 319		105 319	107 324
Élimination	28	196 000	196 435		196 435	189 858
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	172 600	177 423		177 423	185 322
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	59 400				
Traitement	32	1 600				
Matériaux secs	33	5 050				
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	1 000	1 209		1 209	2 985
Protection de l'environnement	38					
Autres	39		571 852		571 852	597 467
	40	1 989 100	1 853 433	391 416	2 244 849	2 378 679
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	40 000	34 425		34 425	25 327
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	40 000	34 425		34 425	25 327
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	160 600	398 763		398 763	238 822
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	13 000	3 190		3 190	13 265
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	63 900	52 688	8 490	61 178	63 094
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	237 500	454 641	8 490	463 131	315 181

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	552 500	572 401	96 285	668 686	672 333
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	412 500	414 308		414 308	383 884
Parcs régionaux	57		30 315		30 315	27 417
Expositions et foires	58	37 000				
Autres	59	104 500	111 885		111 885	102 274
	60	1 106 500	1 128 909	96 285	1 225 194	1 185 908
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	91 200	61 515		61 515	77 419
Bibliothèques	62	46 700	48 424		48 424	42 268
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	150 100	124 805	162 624	287 429	285 812
Autres ressources du patrimoine	64					276
Autres	65		1 751		1 751	2 067
	66	288 000	236 495	162 624	399 119	407 842
	67	1 394 500	1 365 404	258 909	1 624 313	1 593 750
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	245 300	220 136		220 136	219 537
Autres frais	70		17 270		17 270	15 872
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 000	5 270		5 270	4 053
	73	248 300	242 676		242 676	239 462
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 242 000	1 235 322	(1 235 322)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce. (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

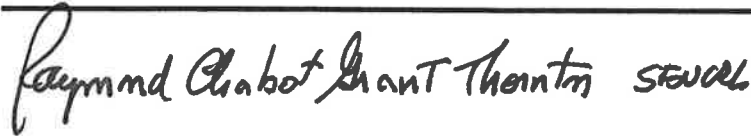
Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**



Raymond Chabot Grant Thorton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A103872

Ville de Saint-Joseph-de-Beauce

DATE 2015-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		5 188 264
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		5 188 264

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	5 188 264
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>5 188 264</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	161 024		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	69 755		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	19 275		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>250 054</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>4 938 210</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	309 789 200
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	315 187 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	312 488 450

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	4 938 210
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	312 488 450
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 5 | 8 | 0 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 201 948	1 048 498	720 788
Usines de traitement de l'eau potable	2	680 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 201 948	1 030 059	720 788
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 706 948	1 381 083	544 776
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9		22 259	
Parcs et terrains de jeux	10		218 863	5 810
Autres infrastructures	11	100 000	164 325	79 797
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 030 000	15 953	308 514
Édifices communautaires et récréatifs	14	65 000	36 501	27 160
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	55 000	19 697	4 530
Machinerie, outillage et équipement divers	19	240 000	106 638	42 440
Terrains	20		22 572	
Autres	21	10 000	11 393	
	22	6 290 844	4 077 841	2 454 603

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 048 498	720 788
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 030 059	720 788
Autres infrastructures	27		1 342 552	
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		443 978	630 383
Autres immobilisations	33		212 754	382 644
	34		4 077 841	2 454 603

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 224 100	3 874 000	770 600	11 327 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	8 224 100	3 874 000	770 600	11 327 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8		559 500		559 500
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	513 373			513 373
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 433 568	1 031 405	212 350	2 252 623
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	5 100 676	2 130 495	240 367	6 990 804
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	7 047 617	3 721 400	452 717	10 316 300
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 176 483		165 283	1 011 200
Autres	23				
	24				
	25	1 176 483		165 283	1 011 200
	26	8 224 100	3 721 400	618 000	11 327 500
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	8 224 100	3 721 400	618 000	11 327 500

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	93 400	93 343	84 155
Autres	3	97 900	98 209	89 518
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 000		
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	9 500	9 512	8 921
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	59 400		
Matières résiduelles	12	373 650	166 637	169 187
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15		59 390	55 290
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	43 600	43 624	43 197
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	38 200	38 213	37 184
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	400		
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	721 050	508 928	487 452

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,73	35,00	526 507	137 603	664 110
Professionnels	2					
Cols blancs	3	5,00	35,00	190 885	55 738	246 623
Cols bleus	4	29,12	40,00	1 126 568	270 935	1 397 503
Policiers	5					
Pompiers	6	3,19	40,00	129 692	18 725	148 417
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	46,04		1 973 652	483 001	2 456 653
Élus	9	7,00		70 090	3 813	73 903
	10	53,04		2 043 742	486 814	2 530 556

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	53 578			53 578
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	511 426	145 000		656 426
	17	565 004	145 000		710 004

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	93 915	28		54	93 915	80		106		93 915	132
Autres	3	935 049	29	45 725	55	980 774	81	31 539	107		949 235	133 12 998
	4	1 028 964	30	45 725	56	1 074 689	82	31 539	108		1 043 150	134 12 998
Sécurité publique												
Police	5	471 234	31		57	471 234	83		109		471 234	135
Sécurité incendie	6	259 447	32	75 205	58	334 652	84	73 604	110		261 048	136 1 569
Sécurité civile	7	36 019	33		59	36 019	85		111		36 019	137
Autres	8	2 399	34		60	2 399	86		112		2 399	138
	9	769 099	35	75 205	61	844 304	87	73 604	113		770 700	139 1 569
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	678 340	36	410 965	62	1 089 305	88	11 511	114		1 077 794	140 130 845
Enlèvement de la neige	11	556 047	37	44 612	63	600 659	89	148 522	115		452 137	141 11 203
Autres	12	117 320	38		64	117 320	90		116		117 320	142
Transport collectif	13	9 512	39		65	9 512	91		117		9 512	143
Autres	14		40		66		92		118			144
	15	1 361 219	41	455 577	67	1 816 796	93	160 033	119		1 656 763	145 142 048
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	166 203	42		68	166 203	94		120		166 203	146
Traitement des eaux usées	17	250 114	43	238 791	69	488 905	95		121		488 905	147 10 529
Réseaux d'égout	18	238 656	44	152 625	70	391 281	96	201 438	122		189 843	148
Matières résiduelles	19	146 222	45		71	146 222	97		123		146 222	149 30 428
Déchets domestiques et assimilés	20	301 754	46		72	301 754	98	15 153	124		286 601	150
Matières recyclables	21	177 423	47		73	177 423	99		125		177 423	151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23	1 209	49		75	1 209	101		127		1 209	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25	571 852	51		77	571 852	103	772 739	129		(200 887)	155
	26	1 853 433	52	391 416	78	2 244 849	104	989 330	130		1 255 519	156 40 957

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	34 425	172		187	34 425	202		217		34 425	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	34 425	175		190	34 425	205		220		34 425	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	398 763	176		191	398 763	206	1 015	221		397 748	236
Rénovation urbaine	162	3 190	177		192	3 190	207		222		3 190	237
Promotion et développement économique	163	52 688	178	8 490	193	61 178	208		223		61 178	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	454 641	180	8 490	195	463 131	210	1 015	225		462 116	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 128 909	181	96 285	196	1 225 194	211	656 093	226		569 101	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	48 424	182		197	48 424	212	5 793	227		42 631	242
Autres	168	188 071	183	162 624	198	350 695	213	40 402	228		310 293	243
	169	1 365 404	184	258 909	199	1 624 313	214	702 288	229		922 025	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	6 867 185	186	1 235 322	201	8 102 507	216	1 957 809	231		6 144 698	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 077 841	2 454 603
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 077 841	2 454 603

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	750 189	985 474
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(9)	3
Solde redressé au début de l'exercice	3	750 180	985 477
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	491 031	527 379
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(46 000)	(58 250)
Activités d'investissement	6	(247 859)	(670 392)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(175 000)	(34 025)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	22 172	(235 288)
Solde à la fin de l'exercice	12	772 352	750 189
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 057 340	1 031 554
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 057 340	1 031 553
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(5 000)	(95 087)
Activités d'investissement	17	(107 507)	86 849
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	175 000	34 025
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	62 493	25 787
Solde à la fin de l'exercice	22	1 119 833	1 057 340
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 939 520	1 179 552
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(1)	
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 939 519	1 179 552
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	402 244	434 906
Activités d'investissement	27	(26 497)	325 062
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	375 747	759 968
Solde à la fin de l'exercice	31	2 315 266	1 939 520

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (413 870)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (413 870)	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	(413 870)
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	(413 870)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (49 548)	()
	47 (49 548)	(413 870)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 53 578	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 53 578	
Solde à la fin de l'exercice	51 (409 840)	(413 870)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (750 458)	(2 169 726)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53 3	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (750 455)	(2 169 726)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 147 697	1 419 268
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 147 697	1 419 268
Solde à la fin de l'exercice	60 (602 758)	(750 458)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 19 875 016	20 566 228
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 19 875 016	20 566 228
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 416 730	(691 212)
Solde à la fin de l'exercice	67 20 291 746	19 875 016

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>385 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>385 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>385 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	513 373 9	10	11	12	13	14	513 373
	15	513 373 16	17	18	19	20	21	513 373

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | 7 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | 7 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 | 7 | 7 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 0 | 7 | 9 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 7 | 4 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | 1 | 4 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	|2|5|8| , |0|0| \$
Égout	2	|1|5|0| , |0|0| \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	|1|8|4| , |0|0| \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | 2 | , | 9 | 0 | 0 | 0 | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Mise aux normes- traitement eau potable	,1000	1	
Compensation pour article 204	,6000	1	
Vidange fosse septique	92,0000	4	Par résidence
Enlèvement de la neige	3,3500	3	
Service de la dette - général	,1800	1	
Service de la dette - urbain	,0330	1	
Service de la dette - égouts	,0150	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	194 500	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 843, avenue du Palais
(no) (rue)
Saint-Joseph-de-Beauce G0S 2V0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 397-4358
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 397-5715
(ind. rég.) (numéro)

Courriel a.landry@vsjb.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Alain Landry

Téléphone (418) 397-4358
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 397-5715
(ind. rég.) (numéro)

Courriel a.landry@vsjb.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 875, avenue du Palais
(no) (rue)
Saint-Joseph-de-Beauce G0S 2V0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 397-5217
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 397-4277
(ind. rég.) (numéro)

Courriel brousseau.eric@rcgt.com

Responsable du dossier Éric Brousseau, CPA auditeur, CA, M.Sc.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Alain Landry , atteste que le rapport financier de Saint-Joseph-de-Beauce pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-de-Beauce consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-de-Beauce détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 028 868 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,5803 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-02 08:15:28

Date de transmission au Ministère : 2015/04/19

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Joseph-de-Beauce

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 571 600	8 920 840	8 575 597
Investissement	2	1 790 700	453 211	481 196
	3	9 362 300	9 374 051	9 056 793
Charges				
	4	8 102 500	8 345 183	8 192 138
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 259 800	1 028 868	864 655
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 790 700 ) (	453 211 ) (	481 196)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(530 900)	575 657	383 459
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	1 242 000	1 235 322	1 198 207
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		49 548	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	453 100 ) (	618 000 ) (	517 900)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	50 000 ) (	604 983 ) (	804 065)
Excédent (déficit) accumulé	12	(208 000)	(404 822)	132 301
Autres éléments de conciliation	13		258 309	135 377
	14	530 900	(84 626)	143 920
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		491 031	527 379

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	984 020	1 447 088
Autres	2	3 542 059	2 184 989
	3	4 526 079	3 632 077
Passifs			
Dette à long terme	4	11 239 898	8 168 777
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	850 519	1 157 618
	7	12 090 417	9 326 395
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(7 564 338)	(5 694 318)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	29 800 314	26 957 797
Autres	10	1 250 623	1 194 258
	11	31 050 937	28 152 055
Excédent (déficit) accumulé	12	23 486 599	22 457 737

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	772 352	750 189
Excédent de fonctionnement affecté			
- Divers éléments	14	1 119 833	1 057 340
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	1 119 833	1 057 340
Réserves financières	24	1 082 399	868 790
Fonds réservés	25	1 232 867	1 070 730
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(409 840)	(413 870)
Financement des investissements en cours	27	(602 758)	(750 458)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	20 291 746	19 875 016
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	23 486 599	22 457 737

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	5 090 900	5 188 264	4 946 522
Compensations tenant lieu de taxes	2	349 600	348 946	348 314
Quotes-parts	3			
Transferts	4	278 900	565 004	896 923
Services rendus	5	1 752 700	1 957 809	1 930 234
Autres	6	99 500	860 817	453 604
	7	7 571 600	8 920 840	8 575 597
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	1 790 700	145 000	88 366
Autres	11		308 211	392 830
	12	1 790 700	453 211	481 196
	13	9 362 300	9 374 051	9 056 793

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	95 000	93 915		93 915	84 998
Autres	2	935 100	935 049	45 725	980 774	960 300
Sécurité publique						
Police	3	446 100	471 234		471 234	459 386
Sécurité incendie	4	233 200	259 447	75 205	334 652	339 716
Autres	5	10 600	38 418		38 418	6 470
Transport						
Réseau routier	6	1 221 600	1 351 707	455 577	1 807 284	1 779 948
Transport collectif	7	9 500	9 512		9 512	8 921
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 443 000	801 195	391 416	1 192 611	1 295 723
Matières résiduelles	10	545 100	479 177		479 177	482 504
Autres	11	1 000	573 061		573 061	600 452
Santé et bien-être	12	40 000	34 425		34 425	25 327
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	160 600	398 763		398 763	238 822
Promotion et développement économique	14	63 900	52 688	8 490	61 178	63 094
Autres	15	13 000	3 190		3 190	13 265
Loisirs et culture	16	1 394 500	1 365 404	258 909	1 624 313	1 593 750
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	248 300	242 676		242 676	239 462
Amortissement des immobilisations	19	1 242 000	1 235 322	(1 235 322)		
	20	8 102 500	8 345 183		8 345 183	8 192 138

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3